

Le phénomène *Chupa-sangue* en Zambézie : la « politique par le bas » en réaction à la politique du Frelimo ?

Le 25 juin 1975, le Mozambique sous la direction du Front de Libération du Mozambique (Frelimo) accède à l'indépendance après une guerre contre le colonisateur portugais qui a duré environ dix ans (1964-1974). Si l'indépendance signifiait la fin de la colonisation, elle n'en signifiait pas un avenir de paix et d'harmonie entre les Mozambicains. Le Frelimo instaura un système monopartite excluant de surcroît tous les Mozambicains que ne s'identifiaient pas avec son projet politique. Sous prétexte qu'il y avait des Mozambicains qui avaient collaboré avec le colonialisme, le Frelimo marginalisa aussi tous les individus ou milieux sociaux capables de s'opposer à sa politique. Parmi eux on trouvait les religieux, les *regulos* (autorités traditionnelles), les anciens *cypaes*, les anciens membres de l'ANP, (l'ancien parti unique portugais), les anciens membres de l'armée et de la police portugaise, etc. Ceux-ci furent humiliés et empêchés d'être élus ou de voter, d'être membres du parti, alors que celui-ci se disait « parti de tout le peuple ».

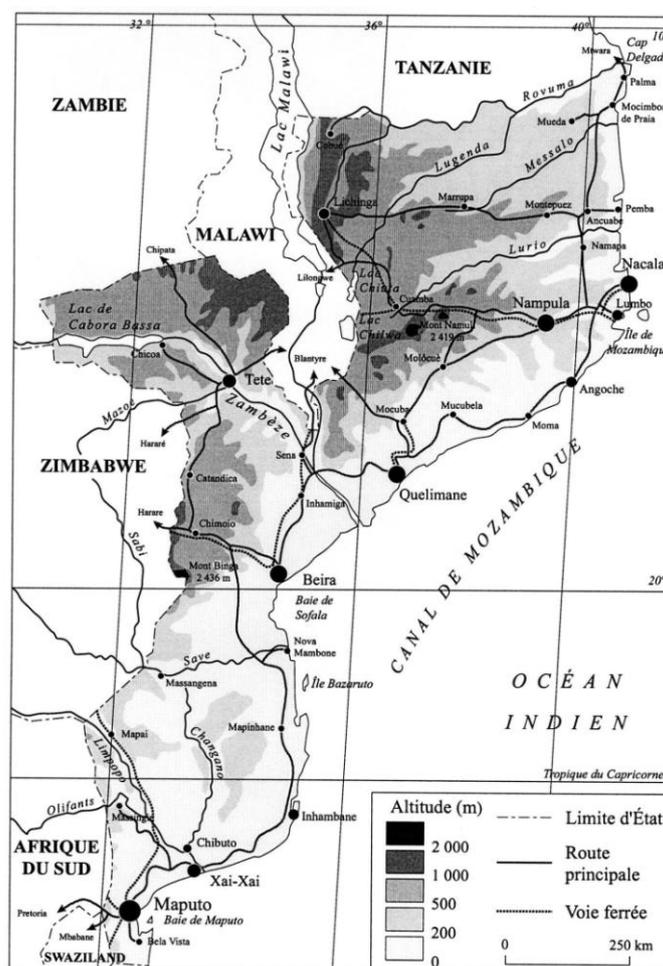
De même sous prétexte de vouloir moderniser le pays, le Frelimo introduisit d'une manière violente et brutale une politique de « socialisation et modernisation de la campagne », dont point majeur était la mise en place des villages communaux (*aldeias comunais*). La résistance paysanne à cette politique qui méprisait leurs us et coutumes fut très vive et variable d'une région à l'autre.

La Zambézie fut une des provinces les plus affectés par les politiques du Frelimo. L'élite zambézienne jugée très proche du Portugal et d'avoir difficulté la lutte anticoloniale du Frelimo dans la région fut aussi marginalisée¹. La paysannerie locale dont le degré de développement était plus élevé (grâce au niveau de développement agricole de la région) que celui des paysans des autres régions du pays, fut aussi l'une de plus affectée.

¹ La Zambézie fut la seule région (parmi les quatre "fronts" ouverts par le Frelimo) où la lutte anticoloniale a complètement échoué. Pour le Frelimo, une des raisons fondamentales de l'échec fut la desertion de milliers des Zambéziens pour rejoindre les rangs du colonisateur. L'autre, fut le manque de soutien des *assimilados* (assimilés) locaux.

L'objectif de cet article est d'étudier la réaction zambézienne à ces politiques du Frelimo. Le cas le plus emblématique de la résistance zambézienne fut le phénomène *chupa-sangue* (traduction littérale, suce-sang), une sorte de guerre imaginaire survenu en août 1979, conduisant le pays à une crise sans précédent dans l'histoire du Mozambique indépendant : les dirigeants du Frelimo en collaboration avec des individus étrangers furent accusés de faire attaquer les Zambéziens par des vampires. Des secteurs vitaux de l'économie furent paralysés, des responsables du Frelimo furent attaqués par les populations, dans ce qui fut presque un état de révolte populaire.

Carte générale du Mozambique



Source : M. CAHEN, Ph. WANIEZ, V. BRUSTLEIN, « Pour un atlas social et culturel du Mozambique », *Lusotopie* 2002/1, Paris, Karthala, pp. 305-362.

Le chupa-sangue, un phénomène récurrent en Zambézie

Dans l’imaginaire zambézien, les *Chupa-sangue* étaient des gens qui, pendant la nuit, allaient de maison en maison, et par le biais d’instruments spéciaux introduisaient des tuyaux et suçaient le sang de leurs victimes². Mais ce qu’il faut noter de suite, c’est que, ces « vampires » réalisaient leurs actions en concertation avec les structures³ politiques et administratives du Frelimo à tous les niveaux⁴. Or, ce phénomène n’était pas nouveau en Zambézie, même s’il eut cette fois-ci, des effets jamais atteints auparavant.

Pendant la période coloniale, en février 1969, dans les *regedorias*⁵ Nhazombe, Vulalo, Chissulo e Dulanha, district de Milange, ce type des rumeurs avaient déjà couru⁶. À l’époque, les rumeurs disaient que, pendant la nuit, des *mapangos* (anthropophages) tuaient les gens et les amenaient au Malawi, pour y vendre la viande humaine⁷. Selon la PIDE, la police secrète portugaise, ces rumeurs étaient habituelles dans la région chaque année à la même époque, pendant la période de la récolte de maïs. Ainsi les auteurs profitaient de la fuite des populations pour voler dans les champs en toute tranquillité⁸. Des rumeurs similaires arrivaient aussi de temps en temps, pendant la récolte de *feijão boer* (un type de haricot)⁹.

Peu de temps après l’arrivée du Frelimo en Zambézie, ces rumeurs revinrent à la surface, cependant sans atteindre une grande ampleur. En janvier 1975, avant même la proclamation de l’indépendance, les populations locales disaient qu’il y avait des « vampires » qui suçaient le sang des gens pendant la nuit. Ces rumeurs étaient accompagnées d’autres selon lesquelles un soulèvement militaire contre le Frelimo aurait bientôt lieu. Cela mena le premier gouverneur de la Zambézie Bonifácio Gruveta à se rendre à Gurué où ces rumeurs étaient les plus intenses afin d’expliquer à la population leur fausseté¹⁰. Ce fut le premier signe de la réaction zambézienne à

² Oswaldo A. TAZAMA, Governo da Província da Zambézia, *Relatório da actividade inimiga na província*, Quelimane, 27 août 1979, in ARQUIVO DO GOVERNO DA ZAMBÉZIA (AGZ).

³ Dans le vocabulaire courant, le mot « structure » signifie les instances partisans de l’État et par extension, les personnes qui en font partie : « le structure est venu nous rendre visite », signifie que le camarade de la direction est arrivé.

⁴ Oswaldo A. TAZAMA, Governo da Província da Zambézia, *Relatório da actividade inimiga na província*, Quelimane, 27 août 1979, in ARQUIVO DO GOVERNO DA ZAMBÉZIA (AGZ).

⁵ Chefferies.

⁶ AHM, PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Relatório de Informação na Província n°3/69, período de 1 a 15 de Fevereiro de 1969*, Lourenço Marques, 1969-1970.

⁷ *Ibidem*.

⁸ *Ibidem*.

⁹ Entretien avec le *régulo* Mudedereia, Lugela, 27 septembre 2004.

¹⁰ « Bonifacio Gruveta esclarece população », *Notícias* (Maputo), n° 16376, 27 janvier 1975.

la politique de « modernisation » autoritaire du Frelimo. En effet, lors des premiers mois du gouvernement de transition, le parti avait commencé son implantation sur le territoire national par le biais des Groupes Dynamiseurs (GD), et les « ennemis » de la Révolution et les structures « féodales » en étaient écartées. L'incitation à la politique de « collectivisation » avait déjà commencé. De même, le chaos dans les usines et plantations locales provoqué par la fuite des colons avait déjà provoqué l'absence ou le retard des salaires, les carences de nourriture, etc. Mais ces rumeurs n'eurent pas de suite. En revanche, en 1979, elles revinrent à la surface.

Province de Zambézie



La spécificité du *Chupa-sangue* de 1979

Les événements d'août 1979 eurent un impact dévastateur. Ils intervinrent après la réalisation des assemblées du peuple en 1977 et au cours de la fameuse campagne de « restructuration » du parti débutée le 3 février 1978. Rappelons que pendant les élections des assemblées locales et provinciales, les anciennes autorités traditionnelles, les guérisseurs, les anciens « collaborateurs » du colonialisme, les religieux « fanatiques », les polygames, etc., furent tous interdits de vote et déclarés inéligibles. Dans la localité de Cubá à Lugela par exemple, 27 personnes furent empêchées de voter pour s'être « identifiées avec le colonialisme »¹¹. Dans le même district, neuf individus qui faisaient déjà partie des « structures » du Frelimo (secrétaires, membres des GD et de l'OMM¹²), en furent expulsés sous prétexte qu'ils étaient des « infiltrés »¹³. La préparation et la réalisation de ces élections n'avaient pas été faciles. Par exemple, dans le cercle de Dulanha, poste administratif de Mongoé, le jour prévu pour la réalisation des élections, la population les avait boycottées. Selon la commission locale des élections, la population avait préféré aller à l'église et s'adonner à la consommation de boissons alcooliques (interdites par le Frelimo)¹⁴. Ce fut après une grande campagne de « mobilisation », que la population finit par voter¹⁵. Il faut souligner aussi que dans certaines régions de la Zambézie, des éléments des GD essayèrent de boycotter le travail des brigades des élections, car le travail des députés serait rémunéré, alors que le leur ne l'était pas¹⁶.

La campagne de « restructuration » du parti visait officiellement à éliminer les éléments « infiltrés » et à enrôler de nouveaux membres « non compromis » avec le régime colonial. Mais en réalité, elle visait à supprimer tout pluralisme au sein du Frelimo. Ceux qui exerçaient déjà

¹¹ COMISSÃO DISTRICTAL DE ORGANIZAÇÃO DE ELEIÇÕES DE LUGELA, *Relatório*, Lugela, 7 novembre 1977, in AGZ.

¹² Organisation partisane du Frelimo, censé représenter la Femme mozambicaine.

¹³ Honório PEREIRA, *Relatório*, 13 décembre 1977, in AGZ.

¹⁴ La politique de modernisation de la société mozambicaine du Frelimo préconisait aussi l'interdiction de la consommation ou distillation de boissons « traditionnelles ».

¹⁵ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, 1^a comissão de eleições, Serviço radiotelefonico, *Informação*, Mongoé, Milange 26 septembre 1977, in AGZ.

¹⁶ Considérée un devoir patriotique, le travail de Groupes Dynamiseurs n'était pas rémunéré. De même que celui des autres « structures » du Frelimo tels que l'OMM, l'OJM. Le paradoxe est qu'il s'agissait d'un travail à temps plein, qui ne laissait pas place pour l'exercice d'autres activités. C'est cela sans aucun doute qui explique en grande partie l'abandon et l'inactivité de ces « structures », comme le soulignent plusieurs rapports des administrateurs de la Zambézie. Ils abandonnaient leurs postes au sein du Parti, pour aller chercher du travail ailleurs. Malgré cela, l'abandon du travail dans le Parti était considéré comme le résultat d'une « basse conscience politique ».

des fonctions de responsabilité au sein du parti ou de l'État et qui ne convenaient plus, étaient chassés après la « découverte » de leur passé incompatible avec les qualités exigées des membres du parti. Ils étaient accusés d'être responsables de l'inactivité qui caractérisait les « structures » de l'organisation. La politique de « socialisation de la campagne » ne marchait pas parce que, au sein des « structures », il y avait des éléments « infiltrés ». Plusieurs campagnes de « restructuration » du parti furent donc réalisées afin d'écarter ces éléments « anti-révolutionnaires » et de purifier le parti. C'est le cas de l'administrateur de la localité de Socone, district d'Ile, José Albino, dont le passé « compromettant » (ancien *cipaye*) fut découvert deux jours après la tenue des élections des assemblées du peuple de 1978¹⁷.

Ces fameuses campagnes de « restructuration » ne changèrent rien au fonctionnement des « structures » du Frelimo. L'immobilisme, la désorganisation ainsi que l'abandon de leurs postes pour une grande partie des membres des « structures », au contraire s'intensifièrent. À Alto-Molocué où pendant toute l'année de 1981, l'assemblée locale s'était réunie une seule fois, les deux autres séances furent annulées pour l'absence de quorum. Le gouvernement local se plaignait aussi, disant que les sessions de l'assemblée locale concurrençaient les meetings effectués avec la population, que les députés ne comprenaient pas bien leurs tâches ni les fonctions de l'assemblée¹⁸.

Dans le cadre de la « restructuration » du parti en 1978, 2 434 travailleurs s'étaient inscrits en Zambézie pour être membres du parti, mais les deux tiers, (1 624 soit 67 %) virent leurs candidatures refusées, pour absence des qualités indispensables pour être membre du Frelimo¹⁹. Ce fut à la fin de cette campagne de « restructuration », que les photos des anciens « collaborateurs » de l'ennemi furent affichées dans les lieux publics.

Selon la version officielle, ces éléments, encouragés directement ou indirectement par les religieux organisèrent la réaction à la politique du Frelimo en Zambézie. Profitant de la facilité avec laquelle les populations locales croyaient à ce type de bruits et de la campagne de collecte de sang qui était en cours, les rumeurs selon lesquels il y avait des « suceurs de sang », commencèrent à circuler. En très peu de temps, elles atteignirent presque tous les districts de la

¹⁷ COMISSÃO DISTRITAL DE ORGANIZAÇÃO DE ELEIÇÕES DO ILE, *Relatório*, Ile, 2 novembre 1977, in AGZ.

¹⁸ CONSELHO EXECUTIVO DO DISTRITO DE ALTO MOLOCUÉ, *Relatório das actividades desenvolvidas durante o ano de 1981*, Alto Molocué, 31 décembre 1981, in AGZ.

¹⁹ FRELIMO, *Relatório do secretariado do comité Provincial à sua II reunião Ordinária*, Quelimane, 21 mars 1978, in AGZ.

Zambézie. Selon le gouvernement local, les agitateurs étaient d'anciens agents de la PIDE, de l'ANP, de la Police de Sécurité Publique (PSP), des anciens *cipayes* et *régulos*, des prêtres, aussi bien que les GD rejetés par le Frelimo dans le processus de la « restructuration », enfin des polygames, des marginaux et des voyous²⁰. Sans oublier, parmi lesdits agitateurs, des membres du Partido Revolucionário de Moçambique ou d'« África Livre », un mouvement militaire qui contestait le Frelimo en Zambézie depuis 1976²¹. En clair, en avait là toute la gamme des marginalités et ennemis imaginables par les responsables du parti. Toujours selon le gouvernement zambézien, le bruit avait émergé à Milange, mais là, grâce « au niveau élevé de conscience politique » de la population locale, il ne s'était pas répandu. L'« ennemi », dans l'impossibilité de tromper les populations frontalières, avait orienté son action vers les zones de l'intérieur ou celles de « l'influence superstitieuse » (Gurué, Namarroi, Lugela, Ile, Mocuba, Pebane, Maganja da Costa) en raison de l'obscurantisme, de l'ignorance, du tribalisme et du régionalisme qui régnaient et du mécontentement des anciennes autorités traditionnelles. La cible de l'ennemi était de paralyser les activités productives, car à cause de ces rumeurs, les gens dormaient pendant la journée puisque la nuit, pour ne pas être surpris par les « vampires », ils veillaient autour d'âtres, jouant du *djembe*, chantant et dansant, ou ils se regroupaient autour des maisons, les hommes d'un côté et les femmes et les enfants de l'autre. Donc, il n'y avait pas de temps pour travailler²².

Les travaux dans les champs collectifs ou dans les coopératives furent paralysés, car les gens avaient peur d'être attrapés et de se faire sucer le sang, comme par exemple, à Namarroi, dans la coopérative 1° de Maio du village communal de Tambua²³. Dans ce district, le prêtre italien Magiorino Madella et deux catéchistes de nationalité mozambicaine, Salvador Silva et Bernardo Canauete, accusés d'être les principaux promoteurs de ces rumeurs, furent arrêtés et amenés à Quelimane²⁴. Une manifestation pacifique exigeant leur libération eut lieu devant le bureau de l'Administrateur de Namarroi par des habitants encadrés par des religieux italiens. De même,

²⁰ Oswaldo A. TAZAMA, *Governo da Província da Zambézia, Relatório da actividade...*, *op. cit.*

²¹ Sur le Partido Revolucionário de Moçambique dit « África Livre » voir João CABRITA, *Mozambique. The tortuous road to democracy*, Londres, Palgrave, 2000 ; Alex VINES, *Renamo. From terrorism to democracy in Mozambique?* Londres, Centre for southern African Studies, University of York, 1991.

²² *Ibidem.*

²³ *Ibidem.*

²⁴ *Ibidem.*

deux anciens *régulos* furent arrêtés²⁵. Dans le district de Gurué, les travailleurs des plantations de thé de l'Empresa Moçambicana de Chá (Emocha), commencèrent à abandonner leurs postes de travail sous prétexte qu'ils allaient être victimes d'un suceur de sang s'ils allaient travailler²⁶. Dans ce même district, deux personnes se présentèrent à l'administration locale avec plein de coups sur le corps, affirmant avoir été victimes de « vampires », ce qui ne fut jamais confirmé par les analyses médicales²⁷. À Lugela, huit « agitateurs » furent arrêtés et envoyés à Quelimane, parmi lesquels se trouvaient d'anciennes autorités traditionnelles ou des gens proches d'eux, tels que les fils du *régulo* Muagauanha²⁸.

Quelimane, la capitale zambézienne ne fut pas épargnée par les rumeurs du *chupa-sangue*. À l'instar d'autres régions, dans les quartiers périphériques de la ville, la population ne dormait pas pendant la nuit, et jouait au tambour pour mettre en garde les « vampires ». Les agressions contre les « structures » (organisations du Frelimo) se multiplièrent aussi. Les rumeurs avaient atteint aussi certaines régions de la province de Nampula notamment l'ancienne région du Sultanat d'Angoche, où furent signalés des incidents entre les populations et les forces de l'ordre ou les autorités.

Un état de quasi révolte populaire

La situation devint de plus en plus difficile et incontrôlable. Le siège des responsables du Frelimo par le peuple se resserra encore plus et des confrontations violentes eurent lieu, conduisant à la mort de plusieurs personnes. Mais c'est à Pebane, Maganja da Costa et à Inhassunge, que le phénomène atteignit les proportions les plus alarmantes.

Dans les deux premiers districts, la population armée de bâtons, de machettes, de lances et d'autres objets contondants, attaqua les « structures » du Frelimo : GD, secrétaires du parti, députés, administrateurs, etc., reconnus comme les vampires, ou leurs collaborateurs ou instigateurs principaux. À Pebane, certaines personnes, le corps pleins de coups s'étaient présentées à l'administration locale affirmant avoir été victimes d'un *chupa-sangue* ; la maison de l'administrateur fut encerclée et lui-même agressé, ainsi que son épouse. Les familles des

²⁵ SNASP, Gabinete de Informação e Análise, *Assunto: Relatório sobre o boato contra-revolucionário "Chupa-sangue"*, Quelimane, 20 août 1979, in AGZ.

²⁶ *Ibidem*.

²⁷ *Ibidem*.

²⁸ GABINETE DO ADMINISTRADOR DO DISTRITO DE LUGELA, *Relatório a que se refere a mensagem n°1/DPAC/980, da Direcção de Apoio e controle da Zambézia*, Lugela, 6 janvier 1980, in AGZ.

fonctionnaires du gouvernement et du parti furent aussi agressées²⁹. Le bilan fit état d'un mort et de sept blessés (parmi lesquels quatre grièvement, dont l'administrateur-adjoint et le chef du secrétariat). Sept personnes furent arrêtées, parmi lesquels, il y avait deux *régulos*.

Les prêtres de l'église catholique venant de Gilé et de Gurué, ainsi que l'évêque de Quelimane furent accusés d'être directement impliqués dans les émeutes de Pebane, car ils auraient réalisés des meetings « étranges » avec la population locale³⁰. Les causes des émeutes de Pebane seraient le « tribalisme », car selon les responsables du Frelimo en Zambézie, les gens dans le cours même de l'agitation se demandaient pourquoi tous les responsables du district n'étaient pas originaires de la province de Zambézie, même pour les *Lojas do Povo*, alors qu'il y avait localement des gens capables d'occuper ces postes³¹. Cette réaction n'était pas étonnante, car la Zambézie s'était toujours plainte, dès le début, de la « sudisation » du pouvoir par le Frelimo, comme le raconta l'évêque de Quelimane :

« Au début, le Frelimo a envoyé ici seulement des cadres du Sud, alors les Zambéziens ont interprété cela comme un colonialisme du Sud. Cela a fait reculer la Zambézie par rapport au Frelimo. Même les administrateurs étaient du Sud, le chef de *Apoio e Controlo*³², même le chef du poste étaient du Sud. Même à l'université, lorsque le professeur sait que cet étudiant vient du Centre ou du Nord, la probabilité d'échouer est plus grande par rapport à celui qui vient du Sud. Les bourses d'étude pour la R.D.A ou Cuba étaient pour les étudiants du Centre et Nord, les cours les moins prestigieux. Mais l'Angleterre et la France, c'était pour les gens du Sud. Toi, qui t'a donné la bourse que tu as ? Comment l'as-tu eue ? »³³.

Il s'agissait bien sûr d'une réaction au « tribalisme », mais du « tribalisme » pratiqué par l'élite dirigeante du Frelimo majoritairement sudiste qui se trouvait surreprésentée au pouvoir et dans toutes les entreprises de l'État.

À Missale, poste administratif de Bajone, district de la Maganja da Costa, l'administrateur local fut attaqué par la population. Dans les accrochages avec les forces de l'ordre, quatre personnes furent tuées et huit blessées, ainsi que le commandant de l'armée. Sept autres personnes furent arrêtées parmi lesquelles trois étaient d'anciennes autorités traditionnelles, accusées d'être les principaux coupables³⁴. Dans ce poste administratif fortement islamisé, le gouvernement local

²⁹ SNASP, Gabinete de Informação e Análise, *Assunto : Relatório sobre o boato...*, *op. cit.*

³⁰ *Ibidem*.

³¹ *Ibidem* ; Oswaldo A. TAZAMA, *Governo da Província da Zambézia, Relatório da actividade...*, *op. cit.*

³² C'est la figure immédiatement important après le gouverneur de la province.

³³ Entretien avec l'évêque de Quelimane, Dom Filipe Governo, Quelimane, 9 octobre 2004.

³⁴ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DA MAGANJA DA COSTA, *Relatório sobre o levantamento da situação política e social do Distrito da Maganja da Costa*, Maganja da Costa, 2 septembre 1979, in AGZ.

accusa aussi la hiérarchie musulmane et les anciens *anetes* (propriétaires de terres), expropriés lors de la nationalisation de la terre³⁵. Dans la localité de Maneia, Mocubela, des gens se présentaient aux autorités locales avec la marque de coups, affirmant avoir été victimes de suceurs de sang, même des enfants âgés de quatre ou cinq ans³⁶.

À Inhassunge, où les « structures » locales du parti furent aussi agressées, et à l'instar des émeutes de Pebane, la résidence de l'administrateur fut encerclée par la population. Dans les affrontements qui suivirent avec les forces de l'ordre, deux personnes trouvèrent la mort et onze furent blessées³⁷.

Les gens de « structures » du Frelimo souffrirent beaucoup de ces heurts avec la population. Ils leur étaient impossible de dormir chez eux se devaient de dormir avec la population, sous peine d'être accusés de connivence avec les « suceurs »³⁸.

La « guerre imaginaire » entre les Zambéziens et le Frelimo ne s'arrêta pas avec le phénomène *chupa-sangue*. À la fin de 1981, dans le district d'Ile, des rumeurs circulèrent à nouveau selon lesquelles, en collaboration avec les députés et les autres membres du parti, les techniciens cubains de l'entreprise CETA, étaient des criminels, des kidnappeurs et des anthropophages³⁹. Des accrochages entre la population locale et les travailleurs de cette entreprise eurent lieu. Les habitants se regroupaient par groupes de huit à dix personnes pour dormir et pouvoir faire face aux tueurs⁴⁰. Au début de 1982, le même type de rumeurs circula encore à Morrumbala⁴¹. Dans cette même région, des tracts bien réels incitant la population à croire en la religion et en l'existence de Dieu circulaient⁴².

Contrairement au discours du Frelimo, selon lequel le phénomène *chupa-sangue* était dû au « manque d'unité et d'identité » des Zambéziens et promouvait l'action des « bandits armés »⁴³, on ne peut rien comprendre si on s'en tient à ce niveau d'analyse. Quelles qu'aient été les

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ *Ibidem*.

³⁷ CONSELHO EXECUTIVO DA CIDADE DE QUELIMANE, *Relatório*, Quelimane, 15 septembre 1979, in AGZ.

³⁸ Entretien avec le régulo Mudedereia, Lugela, 27 septembre 2004.

³⁹ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Informação n°1*, Quelimane, 12 novembre 1981, in AGZ.

⁴⁰ *Ibidem*.

⁴¹ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório*, Quelimane, 12 avril 1982, in AGZ.

⁴² *Ibidem*.

⁴³ « Bandits armés », désignation officielle et dépolitisant pour désigner les rebelles de la Renamo (ou en Zambézie, du PRM). Samora MACHEL, *A nossa força está na unidade (intervenção do presidente Samora Machel no comício realizado em Quelimane, em 19 de junho de 1983, para apresentação do novo dirigente da província da Zambézia)*, Maputo, Instituto Nacional do Livro e do Disco, 1983, p. 37.

possibles manipulations d'opposants de tout genre, il s'est bien agi d'un phénomène mental dû à une grande angoisse populaire face à l'imposition d'un étranger qui s'imposait à leurs corps. Il s'est bien agi d'une réaction zambézienne aux politiques de « modernisation » autoritaire du Frelimo : villagisation forcée, négation religieuse et culturelle, sentiment de « colonisation » et d'exclusion par le Sud. Il n'est donc pas étonnant de voir l'évêque de Quelimane (lui-même ancien accusé lors des émeutes de Pebane), affirmer :

« Le *chupa-sangue* a été l'expression parabolique du mécontentement de la population, peut-être le gouvernement n'a pas bien compris le message. Le fait que le peuple ait accusé le gouvernement fut une parabole pour s'opposer à l'exploitation, à l'oppression d'autant plus qu'il attaquait le gouvernement lui-même, les administrateurs [...] Les biens du peuple étaient exploités par le gouvernement. La réaction a été très violente, la population a libéré des prisonniers à Pebane... »⁴⁴

De telles rumeurs, quand elles se propagent, ne sont jamais réductibles à l'action de comploteurs de l'ombre. Elles venaient surtout de la grande angoisse populaire provoquée par la négation des êtres dans les politiques modernistes du Frelimo. Ce n'est qu'après et seulement après, que certains — lesdits ennemis intérieurs — purent capitaliser militairement ou politiquement l'expression imaginaire et spontanée du mécontentement.

Bordeaux, 13 Mai 2007.

Sérgio Inácio Chichava.

Schichava@yahoo.fr

CEAN/IEP de Bordeaux.

⁴⁴ Entretien avec l'évêque de Quelimane, Dom Filipe Governo Quelimane, 9 octobre 2004.